

« *Aujourd'hui, quel est le sens du projet européen ?* »

Catherine Lalumière, présidente de la Maison de l'Europe de Paris, accueillait le 26 juin 2008, le sociologue Edgar Morin et l'historien Bronislaw Geremek pour un débat autour du thème « *Aujourd'hui, quel est le sens du projet européen ?* ». Quelques jours après, le 13 juillet, le grand intellectuel et homme politique polonais décédait brutalement dans un accident de voiture. Nous livrons ici le compte-rendu d'un débat dont les messages nous intiment à poursuivre le rêve européen.

► En introduction du débat, **Catherine Lalumière** constate que le sens du projet européen semble « *s'être évaporé* » ; quand on questionne les gens sur les raisons qui ont conduit à lancer l'aventure européenne, sur les objectifs que l'Union européenne devrait atteindre, ils sont souvent incapables de formuler une réponse précise.

Après la Seconde guerre mondiale, le sens de la construction communautaire était clair : assurer la paix et lutter contre tous les totalitarismes. Mais à partir des années soixante, avec la primauté de l'économie dans les réalisations communautaires, la dimension spirituelle et culturelle du projet, ses valeurs éthiques ont été peu à peu perdues de vue.

Aujourd'hui, peut-on penser que le projet européen est définitivement économique - le critère de sa réussite sera alors le niveau de vie des Européens - **ou bien ce projet reste-t-il d'abord et surtout un projet de société** incluant la prospérité économique, la dimension sociale et des valeurs de liberté et d'humanisme ?

Catherine Lalumière souligne combien l'ouvrage d'Edgar Morin « *Penser l'Europe* » a eu une influence déterminante dans sa réflexion personnelle sur la construction européenne et ses valeurs.

Se tournant vers Bronislaw Geremek, elle insiste sur son rôle considérable dans l'évolution récente de l'Europe. Elle rappelle que ce grand historien, symbole de la dissidence en Europe centrale, a œuvré pour que la transition se fasse dans les meilleures conditions en Pologne. Elle cite le livre « *Visions d'Europe* » (2007) qu'il a dirigé avec Robert Picht, véritable « *mine d'idées* » pour penser l'Europe aujourd'hui. Puis elle donne la parole à Edgar Morin.

► **Edgar Morin** estime que parler du sens du projet européen est nécessaire car il est « *obscurci* ». On peut penser que l'Europe « *s'est accomplie* ». Après la Seconde guerre mondiale, l'ambition était en effet d'en finir avec les guerres en Europe et d'installer la démocratie dans tous les pays européens.

En parvenant à réaliser une unité par la création d'une organisation politique, on peut dès lors croire que la paix est définitivement là. Ce n'est pas vraiment la réalité comme le montrent les récents conflits balkaniques. On ne saurait conclure que la paix est durable dans cette région : elle n'a pu se faire que par la présence des Etats-Unis qui s'est imposée à l'Europe.

Quant à la démocratie, certes elle est installée mais elle est plus ou moins solide et on constate des « *insuffisances démocratiques* ».

On peut donc avoir l'impression que l'Europe a accompli sa mission mais en réalité, ce n'est pas le cas si on se réfère au sens profond du mot unité qui signifie « *naître sur un mode nouveau* ».

Après la Seconde guerre mondiale, la question qui se posait à l'Europe était celle de la revitalisation de sa culture. Aujourd'hui, le projet d'unité européenne est inévitablement politique mais il stagne. Les nationalistes français ont empêché de faire aboutir la première tentative de réalisation politique, la CED (Communauté européenne de défense). Puis, avec le développement économique de l'Europe dans les années soixante, le détour par l'économie a

semblé être le courant dominant, le but principal de la communauté européenne.

L'aboutissement a été la création d'une monnaie commune qui n'est pas seulement une réalisation économique mais contribue aussi à créer une « *psychologie européenne* ».

Enfin, un effort a été fait pour donner de véritables institutions politiques à l'Europe mais cela s'est traduit par l'élaboration d'un Traité constitutionnel compliqué et repoussé. Un traité dit « simplifié » mais « *toujours plus compliqué* » a fait suite à ce projet et finalement il est en suspens à présent.

Les pays d'Europe centrale et orientale ont fait montre d'un élan commun pour retrouver l'Europe occidentale et la liberté mais place a été faite principalement à l'économie et on a laissé passer le moment de créer une véritable rencontre culturelle.

Le problème posé par le thème du débat reste donc entier. **L'Europe a connu deux naissances, celle d'après 1945 et celle d'après 1989. Elle doit maintenant effectuer « une renaissance »** équivalente à celle des XV^{ème} et XVI^{ème} siècle qui a fait naître une Europe moderne. Celle-ci a permis à la culture grecque de revitaliser l'édifice de l'Europe médiévale, c'est-à-dire d'établir les fondements de la philosophie moderne, des sciences et des techniques.

La Renaissance a apporté tout d'abord ce qui a caractérisé l'Europe : « *une pensée en permanence interrogative* » (devenue depuis universelle). A partir du moment où la certitude absolue de Dieu n'existait plus, on s'est interrogé. Cette interrogation a entraîné le mouvement des sciences, de la politique. « *L'interrogation constitue l'âme intellectuelle de l'Europe* ».

Ne doit-on pas poursuivre l'interrogation sur la civilisation même que nous avons produite ? Une civilisation de la raison, de la rationalité. Celles-ci n'ont-elles pas subi des perversions et des détournements (cf. les travaux d'Adorno sur la raison instrumentale) ? La logique absolue enferme le monde et il faut faire une autocritique de la raison. Il faut réfléchir aux effets négatifs produits par notre civilisation : l'individualisme qui entraîne l'égoïsme et détruit les anciennes solidarités ; le développement économique et technique qui dégrade la nature.

« ***Ne faut-il pas développer une Europe de la pensée écologique et proposer une autre voie ?*** ». Si l'Europe en est capable alors son action pourra être vue comme un apport positif pour le monde et ses citoyens.

La pensée européenne se caractérise par « la dialogique » c'est-à-dire deux types de pensées inséparables dans leur antagonisme (la foi et la raison, le doute et la religion). L'Europe a des penseurs du doute comme Montaigne et de la raison comme Descartes. Pascal unit le doute et la foi mystique et il utilise les armes de la raison pour en montrer les limites.

Cette dialogique comporte un aspect vivant, créatif. Est-elle épuisée aujourd'hui ou peut-elle renaître de façon nouvelle ? Les problèmes de foi - en quoi croire : en la fraternité ? en la liberté ? - et de doute doivent se rencontrer et se féconder.

Quant à l'humanisme européen, son fondement est double :

- c'est le christianisme (cf. les travaux du philosophe polonais Leszek Kolakowski) : Dieu a fait l'homme à son image et son message évangélique est universel.

- c'est aussi les Grecs (cf. les travaux du philosophe tchèque Jan Patočka) : la liberté dépend des citoyens autonomes et responsables. La philosophie grecque se base sur la capacité de l'esprit sans recours à Dieu.

L'humanisme européen est né de la confluence de ces deux sources.

Il faut aujourd'hui reconsidérer cela de façon critique sans pour autant mettre en cause

« *l'universalisme ouvert* ». Il faut être conscient du paradoxe : l'Europe a été coloniale mais

c'est en son sein que sont nées les idées permettant au monde colonisé de s'émanciper (cf. Bartolomé de las Casas, Montaigne...).

L'humanisme européen a aussi le visage de l'homme masculin qui, grâce à la science et à la technique, veut se rendre possesseur du monde (cf. Descartes, Buffon, Marx...). Le monde est considéré comme objet.

L'humanisme de la conquête du monde ne peut plus se faire ainsi. « *Il s'agit désormais d'habiter la Terre et de co-piloter avec la nature auto-organisatrice (la biosphère)* ».

La culture se définit comme le patrimoine d'une communauté. La civilisation se concrétise par des choses matérielles qui peuvent se transmettre.

Il y a un paradoxe européen : la culture européenne a produit cette civilisation technologique et économique qui pose désormais plus de problèmes qu'elle n'en résout.

« Le sens du projet européen aujourd'hui est la possibilité d'une Renaissance. Celle-ci est l'aspiration à réfléchir au monde créé pour essayer de faire un nouveau commencement ».

► **Catherine Lalumière** remarque que cet appel à une renaissance donne un sentiment de « vertige ». Il paraît inimaginable que l'Europe d'aujourd'hui soit capable d'une telle force, d'une telle créativité. Cependant, si les Européens n'engagent pas une réforme profonde de leur rapport au monde, comme le souhaite Edgar Morin, ils risquent de courir à la catastrophe. Elle demande alors à Bronislaw Geremek ce qu'il en pense.

► **Bronislaw Geremek** indique d'emblée que pour lui, **le sens de l'Europe est la liberté**. Il fait référence aux travaux d'Edgar Morin qui explique dans ses écrits que l'idée européenne était aussi portée par des soldats qui pensaient avoir Dieu avec eux, même quand ils versaient dans la barbarie. Bronislaw Geremek affirme qu'il n'a jamais assimilé l'Europe à cette « *pathologie de l'idée européenne* ».

« *Pour moi, l'Europe est un rêve et il est impossible qu'il soit contraire à sa réalité quotidienne* ». Il n'est pas contradictoire, explique-t-il en évoquant son expérience de député européen, que le Parlement européen s'occupe à la fois de l'avenir de l'Union européenne et de la définition des feux arrière des tracteurs !

La réalisation du rêve européen a entraîné la disparition du sens de l'idée d'Europe. Il ne faut pas oublier le message de Jan Patočka qui rêvait de l'Europe comme civilisation et comme réalisation de la liberté. Même si le travail de l'historien consiste à voir l'Europe comme un fait de la vie quotidienne.

L'Europe a été un rêve pour des hommes comme Jean Monnet qui lance son plan de l'unité européenne en 1943, pendant la guerre, pour réconcilier la France et l'Allemagne. Ce rêve de réconcilier les ennemis par l'organisation d'une communauté alors que l'Europe n'était pas gagnée par le Bien révèle un « *merveilleux courage* ».

Ce « *projet-rêve* » se réalise ensuite dans les années 1950. On dit aujourd'hui que ce projet de paix n'est plus compris par les jeunes. Or, la dernière étude sur l'état de l'opinion européenne montre que c'est faux. « *L'Europe-rêve* » n'appartient pas à la seule génération de la guerre. Les jeunes associent d'abord l'Europe à la paix. Car peut-être la paix n'est-elle pas seulement la « *non-guerre* ».

Dans ce rêve de Monnet, il existe aussi une pensée de la réconciliation, du déracinement des conflits. Cette idée a été un peu oubliée lors des célébrations du cinquantenaire des Traités de Rome.

Elle pouvait sembler utopique car il s'agit de faire coexister des êtres humains pour qu'une coopération soit possible. Il ne faut pas oublier cette réconciliation qui appartient au rêve européen.

La CECA, premier projet européen, ne concernait pas seulement l'acier et le charbon ; c'était aussi une façon de dédramatiser le problème national.

« La Nation détruit l'âme intellectuelle de l'Europe ». C'est un problème majeur pour les historiens et les hommes politiques car l'histoire moderne de l'Europe a été faite pas les nations. On dit même que sans les nations, l'Europe ne pourrait pas se construire et « *je crois que les nations sont la richesse de l'Europe* ».

La contradiction entre la Nation et l'Europe est au fondement du rêve européen.

Quand on évoque la subsidiarité, il est important de rappeler que l'universalité est un but. Car la vie d'un groupe humain est fondée sur le sentiment d'une « *tribu* » qui se réunit autour de la nation, laquelle acquiert une identité.

L'Europe doit-elle abandonner le fait national ? Non, car il s'agit de construire un ensemble supranational mais pas antinational. La pensée de l'héritage révolutionnaire de la Nation est porteuse de la liberté. Et, sur la base de cet héritage, quand il existe une volonté de la communauté de se construire une trame continue, il existe une volonté d'être ensemble.

Le rejet du national est-il le fondement du projet européen ? « *Je crois que l'économie était une bonne fuite, une sorte de refuge pour dépasser le national. On cherchait des coopérations économiques qui détruisent les frontières et font communauté* ». Cette coopération économique était basée sur « *la belle foi des bienfaits du commerce* ». Sans ceux-ci, les Britanniques n'auraient jamais accepté la communauté avec les Français !

La foi dans les vertus du commerce pour rapprocher les hommes fait des « *miracles* » et a été importante dans l'histoire européenne. Puis est apparu le besoin de la dimension politique. C'est là que « *le drame* » commence. Dès le début, la communauté européenne était politique mais elle ne s'est pas donné une dimension politique. L'Europe est devenue un géant économique mais est restée un nain politique.

N'a-t-on pas oublié la culture ? Il fallait commencer par l'économie avant la culture. Mais quand on pose le problème de la dimension politique, **il faut trouver les raisons profondes de vivre ensemble. Les raisons essentielles, ce sont l'histoire et la culture.** Il faut donc chercher à retrouver ce qui fait l'unité de l'Europe, sans cela, on ne fera pas avancer l'Union européenne vers une politique étrangère commune, vers une politique de sécurité commune, vers un renforcement de son rôle dans les Balkans où il existe toujours « *un potentiel de guerre* ».

Pour accepter cette unité de l'Europe, le sentiment d'identité commune est nécessaire. La réponse à la question d'identité - qui n'est pas l'exclusion - passe par la culture ; il faut poser la question de l'unité de la culture européenne. Denis de Rougemont voulait mettre la culture au centre du projet européen. Lors d'une rencontre internationale à Genève, après la Seconde guerre mondiale avec Karl Jaspers, Jean Starobinski s'est interrogé sur la façon de parler de l'esprit européen après l'Holocauste.

Dans notre réflexion sur la formation de l'unité économique, politique, culturelle de l'Europe, il faut donc tenir compte de « *ces grands déchirements qui prennent maintenant un chemin commun* ».

Il n'y a plus de séparation entre le pragmatisme économique et le rêve européen car les deux sont nécessaires pour que l'Europe soit unie.

En conclusion, Bronislaw Geremek affirme que « *nous sommes tous conscients que l'Europe est en danger* ». Il ne faut pas relativiser les trois référendums négatifs (en France et au Pays-Bas en 2005, en Irlande en 2008).

Il faut désormais penser en terme de renouvellement du projet européen qui doit être plus politique et plus culturel.

Il ne s'agit pas d'appeler à aimer les institutions - qui ne sont pas faites pour être aimées - mais d'accepter leur légitimité et de leur faire confiance.

La question qui se pose est celle-ci : qu'apporte l'Europe à la vie des hommes et des femmes qui sont citoyens de l'UE ? Que leur apporte la citoyenneté européenne ? Ce défi est fondamental.

► **Catherine Lalumière** relève l'accent mis par Bronislaw Geremek sur l'histoire et le paradoxe européen de vouloir vivre ensemble à partir de nations à très forte identité. **Avons-nous les outils intellectuels**, interroge-t-elle, **pour dépasser les obstacles hérités du poids des nations et des nationalismes ?** Peut-on donner une dimension culturelle et politique au projet européen dans ces conditions ?

► **Edgar Morin** note également que Bronislaw Geremek a mis le doigt sur le problème fondamental de la nation. Les ouvertures réalisées au fur et à mesure de la construction européenne ont entraîné des xénophobies et des nationalismes. Les stéréotypes ont évolué mais il reste « *des zestes de xénophobie* » dans les pays européens notamment à l'Est. En même temps, la multiplication des échanges économiques, touristiques, culturels ... a aussi permis de renforcer la réconciliation franco-allemande. Ce sont les communications de toutes sortes qui atténuent les nationalismes. Il ne faut pas confondre le patriotisme, qui est l'amour légitime de sa patrie, et le nationalisme, qui est l'affirmation de l'autorité de la nation.

Le vrai problème, à l'échelle planétaire comme européenne, est que les nations sont isolées face aux problèmes vitaux (la dégradation de la biosphère, la prolifération des armes nucléaires, ...) qu'aucune d'entre elles ne peut traiter seule.

Mais il est difficile de passer de la citoyenneté nationale à la citoyenneté européenne. La formation d'une citoyenneté européenne dépend de la création de partis politiques, de syndicats transeuropéens, capables de mettre en relief les intérêts communs des Européens. Car aujourd'hui, les élections européennes se font sur des « *questions de clocher* » et les débats européens ne sont pas mentionnés dans les médias.

Les régressions nationalistes et xénophobes se manifestent partout : les tsiganes particulièrement maltraités dans les pays d'Europe centrale et orientale, les camps de rétention pour les immigrés sans papiers en France. On voit même le patronat faire pression sur le gouvernement français pour que ne soient pas expulsés les travailleurs sans papiers !

L'Union européenne doit considérer l'immigration de façon ouverte. L'Europe est née des migrations de diverses origines et l'avenir est au métissage. Edgar Morin cite l'exemple du Brésil : le métissage crée la vitalité de ce pays et une unité culturelle nouvelle.

« Ces régressions à caractère xénophobe sont le fléau qui mine la construction européenne ».

Une politique européenne d'immigration doit maintenir les flux migratoires et ce, pas seulement pour des raisons économiques et démographiques. Il existe une dimension éthique. Il faut concevoir une politique cohérente d'intégration.

Les nations doivent continuer à développer leur richesse historique, leur identité. Mais pour l'avenir, la nation n'est plus le lieu de la souveraineté absolue. C'est là la vocation de l'Europe.

► **Bronislaw Geremek** indique qu'il partage l'approche d'Edgar Morin sauf sur un point : il est faux de dire que les tsiganes sont surtout maltraités à l'Est de l'Europe car ils sont désormais très présents à l'Ouest et mal acceptés.

Les migrations sont un problème-clé pour l'avenir de l'UE, sur les plans politique, économique et social. Le réflexe de fermeture est naturel mais il n'est ni raisonnable, ni tourné vers l'avenir.

L'UE a besoin de l'immigration. Le métissage est un phénomène culturel qui est une chance pour la civilisation et la culture européennes. C'est un fait de la vie au XXI^{ème} siècle.

L'UE doit cependant avoir une politique d'immigration et chercher à régulariser les flux migratoires mais elle ne doit pas mettre en œuvre « *une politique de persécution des sans papiers* ». Sans attendre, le Conseil et le Parlement européen ont pris une décision sur les immigrants illégaux, « les sans papiers », en contradiction avec les traditions juridiques européennes. « *Il ne faut pas accepter que des hommes et des femmes soient privés de liberté pendant dix-huit mois sans que le juge puisse se prononcer* »¹. Ce sont des administrations qui prennent la décision et, en plus, le délit d'entrer sans papiers sur le territoire de l'UE se traduit par cinq ans maximum d'interdiction de réadmission sur le sol européen. « *C'est une deuxième peine, une deuxième punition !* ».

Bronislaw Geremek dit sa confiance dans la tradition qui ne permettra pas que des êtres humains passent dix-huit mois en prison dans de telles circonstances. La réaction des sociétés civiles, espère-t-il, empêchera les gouvernements de mettre en pratique ce type de décision. « *J'ai honte pour mon Europe* » avoue-t-il.

« **Je voudrais que l'Union européenne devienne une communauté qui coalise des êtres humains** ». Dans cette perspective, Bronislaw Geremek dit qu'il n'est pas d'accord pour introduire des critères de différenciation dans la construction communautaire car ce sont des « *critères d'exclusion* ».

► Un participant dans la salle interroge Bronislaw Geremek sur son projet d'université européenne.

Bronislaw Geremek répond que **la création d'une université européenne**, liée à un réseau pluriculturel d'éducation et de recherche, est une des grandes œuvres que la France pourrait mener à bien. Il définit cette université comme « *une communauté de maîtres et d'élèves* » travaillant par-delà les différences nationales et acceptant un enseignement en anglais. Ce choix de la langue anglaise n'est pas contradictoire avec la défense du plurilinguisme, explique-t-il. L'éducation doit être organisée en faveur de l'enseignement d'une grande diversité de langues, les petites comprises, car les enfants sont capables très jeunes d'apprendre les langues.

► Un autre participant interroge Edgar Morin sur la place de la Turquie dans l'Europe.

Edgar Morin souligne que **des raisons historiques et politiques plaident en faveur de l'intégration de la Turquie dans l'Union européenne**. L'Empire ottoman a participé à l'histoire européenne ; il a même été l'allié du royaume de France. L'administration ottomane a souvent été plus tolérante à l'égard des juifs et des chrétiens que les pays à majorité chrétienne ne l'ont été à l'égard des autres religions.

¹ Le projet de directive « retour » établit une durée de rétention à ne pas dépasser et introduit une interdiction de retour dans l'UE pour les personnes expulsées. Le texte fixe une période de retour volontaire à un délai allant de 7 à 30 jours. La durée de rétention serait de six mois maximum, mais extensible de douze mois supplémentaires dans certains cas. La durée de l'interdiction de réadmission est de cinq ans maximum si la personne est expulsée après l'expiration de la période de « retour volontaire ». Pour plus d'informations, consulter le site de l'Observatoire législatif du Parlement européen : www.europarl.europa.eu/oeil/index.jsp?language=fr

L'Etat turc est désormais laïcisé mais il est vrai que la démocratie y est insuffisante. La question kurde n'est pas un critère suffisant pour exclure la Turquie de l'adhésion à l'UE, observe Edgar Morin en citant l'exemple de l'Irlande du Nord et du Royaume-Uni.

« L'Europe n'est pas chrétienne, elle est méta-chrétienne et ne doit pas juger l'adhésion d'un pays à l'UE sur son origine religieuse ».

Un club faible se désintègre, conclut-il, alors qu'une culture forte assimile l'étranger.

► A une participante, dans la salle, qui observe que l'UE vient de prendre un tournant dangereux avec la « Directive retour », **Bronislaw Geremek** répond, en citant le philosophe Husserl, que **le plus grand danger pour l'UE est la lassitude**. L'auditoire réuni à la Maison de l'Europe de Paris donne de l'espoir : ce public montre que l'Europe n'est pas lasse !

► **Catherine Lalumière** observe que la conscience existe désormais sur le fait que les pays européens sont trop petits pour régler isolément les problèmes vitaux actuels. Même si les Européens restent attachés au fait national, ils sont conscients qu'il ne peut plus les protéger. Le risque de régressions nationalistes n'est pas pour autant écarté, comme l'ont montré les deux intervenants, et il existe toute une série de menaces qui pourraient, si on n'en prend pas conscience, faire disparaître l'essence même de la culture européenne.

Edgar Morin et Bronislaw Geremek insistent sur l'idée d'ouverture. L'Europe s'est en effet construite en s'ouvrant aux idées, aux hommes, aux influences venues d'autres horizons. **La diversité culturelle est inhérente à la construction européenne. Les Européens doivent être conscients de cela quand ils sont tentés de fermer les portes de l'UE.**

(Fin du débat du 26 juin 2008 ; compte-rendu : Catherine Véglio).